

Mozambique : massacres au nord du pays sur fond d'insurrection djihadiste



Au Mozambique, la ville de Palma est tombée aux mains des jihadistes ce dimanche au terme de trois jours de combats, près du site d'un grand projet gazier piloté par Total. Depuis 2018, une partie du pays est le théâtre d'une insurrection.

Avec Alain Rodier

Depuis le printemps 2018, la province riche en ressources gazières de Cabo Delgado située au nord-est du Mozambique est le théâtre d'une insurrection conduite par des combattants se revendiquant du salafisme-jihadisme. C'est en 2014 que le premier groupe islamique radical est officiellement apparu au sein de l'ethnie mwani (aussi appelée kimani). Il s'appelait le Al Sunnah wa Jama'ah (les fidèles de la tradition du prophète). Il a changé de nom à plusieurs reprises : Ansar al-Charia, Shebabs (à ne pas confondre avec leurs homonymes somaliens), Ansar al-Sunna, etc. Son émir serait Abu Yasir Hassan.

Un mouvement appelé l'« Etat Islamique de Somalie, Kenya, Tanzanie et Ouganda » est apparu en avril 2016 mais n'a été réellement actif qu'en Somalie et au Kenya.

Les violences n'ont vraiment débuté en Tanzanie en octobre 2017. Trois postes de police et une caserne de la ville de Mocímboa da Praia située au nord-est du pays ont été attaqués par des activistes causant la mort d'au moins 16 personnes. Cette première action marqua le début d'une intense campagne de terreur lancée contre les populations du nord du pays. Les cibles principales étaient les chefs tribaux locaux, les enseignants et les représentants de l'État de manière à désorganiser les institutions locales, et en conséquence, la vie des habitants. La charia la plus stricte sur le modèle prôné par Daech (et pas d'Al-Qaïda qui est derrière les

Shebabs somaliens) était appliquée. Mais ce n'est que le 4 juin 2019 que l'« État Islamique en Afrique Centrale » (ISCA) a revendiqué une première attaque commise dans la localité de Mitopy dans le district de Mocímboa da Praia tuant 16 militaires. Les autorités soupçonnent des jihadistes ougandais des Forces Démocratiques Alliées (ADF), mouvement (dont l'émir est Seka Musa) surtout basé en République démocratique du Congo ayant prêté allégeance à Daech, d'avoir rejoint la Tanzanie pour y participer au jihad au sein de l'ISCA. En octobre, l'ISCA menaient deux embuscades contre des militaires mozambiquiens et des mercenaires du Groupe Wagner dans la province de Cabo Delgado tuant 27 personnes. Les forces de sécurité répondirent violemment les combats causant alors quelques 1.500 morts et provoquant un premier exode de plus de 200.000 personnes vers le sud.

Le 23 mars 2020, des combattants islamiques s'emparaient une première fois de la ville de Mocímboa da Praia au cours d'une opération coordonnée lancée depuis la terre et la mer. Ils ont incendié des installations officielles ainsi que le port. Mais au lieu de massacrer les habitants comme ils en avaient l'habitude, ils ont distribué des vivres et des biens de première nécessité puis ils ont abandonné la ville le lendemain. Ansar al-Sunna a signé l'opération mais le 25 mars, c'est Daech qui a émis via son agence Amaq sa propre revendication. Le 12 août, un millier de jihadistes ont repris leur offensive sur cette ville qu'ils ont conquis après cinq jours de combats les forces de l'ordre s'étant repliées à court de munitions. Ils la tiennent encore au printemps 2021 et ont élargi leur zone d'influence s'emparant de nombreux villages situés aux alentours.

Depuis 2018, se sont quelques 670.000 personnes qui ont dû fuir la région ce qui provoque une catastrophe humanitaire. Le nombre de 3.000 morts est avancé.

En décembre 2020, les rebelles ont lancé des actions de harcèlement obligeant en janvier 2021 Total à interrompre ses opérations sur ses sites gaziers très importants sur zone. La situation s'était ensuite relativement calmée et Total annonçait le 24 mars la reprise progressive des travaux sur la presqu'île d'Afungi car les autorités s'étaient engagées à étendre la zone de sûreté à 25 kilomètres.

Le même jour, les rebelles ont déclenché une offensive générale et visant la ville de Palma située à une dizaine de kilomètres des installations gazières de la péninsule d'Afungi. L'opération avait été préparée à l'avance puisque Palma avait été progressivement isolée du reste de la province de Cabo Delgado, les rebelles contrôlant les accès routiers aux alentours. Seuls le port et l'aéroport permettaient encore de ravitailler la population. Le 24 mars après-midi, quelques 200 insurgés ont fait fuir le millier de membres forces gouvernementales qui étaient stationnées dans la ville abandonnant armes et bagages.

Les habitants de Palma laissés à eux-mêmes ont fui vers la brousse et les mangroves environnantes tandis que des expatriés (essentiellement des Sud-africains, des Portugais, des Britanniques et un Espagnol mais pas d'employé de Total) et quelques locaux se réfugiaient dans l'hôtel Amarula Lodge. Le 26 mars, un premier groupe de 80 personnes (sur les 180 présentes dans l'hôtel) quittait les lieux à bord de 17 camions de l'armée mais le convoi était

attaqué dès la sortie du quartier et seul sept d'entre-eux seraient parvenus à passer. Plusieurs personnes auraient été tuées alors que d'autres parvenaient à revenir se mettre à l'abri dans l'hôtel. Mais le 26 après-midi, ce dernier était pris d'assaut et obligeait les occupants à s'échapper vers la plage. La société de sécurité privée sud-africaine Dyck Advisory Group (DAG) aurait maintenu les rebelles à distance avec trois hélicoptères légers armés jusqu'à vendredi fin d'après-midi mais la nuit tombant, ils ont été obligés de quitter la zone. Heureusement, une partie des fuyards auraient été évacués par la mer par des navires civils et peut-être par des forces sud-africaines (services secrets, forces spéciales ou mercenaires ?).

Malgré tout cela, le colonel Omar Saranga, le porte-parole du ministère de la défense mozambiquien, a affirmé que les forces militaires et de sécurité faisaient tout pour « garantir la sécurité » des populations locales et des « projets économiques proches » (NdA : Total). Des mercenaires ont été engagés en masse pour pallier aux carences des forces de sécurité locales mais, comme toujours, des défauts de versement de soldes auraient eu lieu ce qui ne pousse pas l'ardeur au combat des intervenants...

Pour rappel, la communauté musulmane au Mozambique forte de 17% de la population est surtout principalement présente dans le nord du pays. Elle a été peu à peu poussée dans les bras des salafistes-jihadistes d'autant que des prêcheurs venus de l'extérieur seraient très écoutés par les jeunes marginalisés qui souffrent de la situation socio-économique difficile du pays et qui ne voient pas les retombées des investissements étatiques dans la région..

Deux hommes sont supposés être directement derrière l'offensive actuelle : Nuro Adremane et Jafar Alawi. Ils auraient reçu une formation religieuse en Arabie saoudite, au Soudan et en Tanzanie. Parallèlement, ils auraient suivi un entraînement militaire.